



COUR D'APPEL DE PARIS

ACTIVITÉ
2019



INTRODUCTION

En 2019, la cour d'appel de Paris, à travers l'engagement de ses magistrats et fonctionnaires, a poursuivi ses efforts et obtenu les premiers effets du redressement opéré depuis plusieurs années grâce aux renforts d'effectifs et à l'harmonisation des méthodes de travail.

En matière civile, les statistiques d'activité de la cour traduisent la poursuite de la baisse des affaires nouvelles de 1,9 % initiée en 2018 qui, conjuguée à la progression du taux de couverture des affaires, a permis de diminuer le stock des affaires en cours et de réduire les délais de traitement des affaires.

En matière pénale, avec plus de 16 200 affaires pénales nouvelles en 2019, un chiffre en augmentation de près de 3% par rapport à 2018, la cour d'appel de Paris connaît depuis 2017 un accroissement significatif de son activité dans chacun des pôles, et en particulier concernant la cour d'assises, la chambre de l'instruction et les chambres correctionnelles.

Suite au déménagement du tribunal de grande instance de Paris, d'importants travaux de restructuration du Palais historique ont été réalisés en 2019, conduits sous l'égide de l'APIJ, avec l'efficace soutien du service de la questure de la cour d'appel, permettant d'améliorer sensiblement les conditions de travail des magistrats et fonctionnaires.

Ces travaux de rénovation ont également permis à la cour d'appel de répondre à l'augmentation des contentieux en matière pénale, en créant notamment deux nouvelles salles d'assises. Ils se poursuivront en 2020 et dans les prochaines années par des travaux de restructuration conséquents.

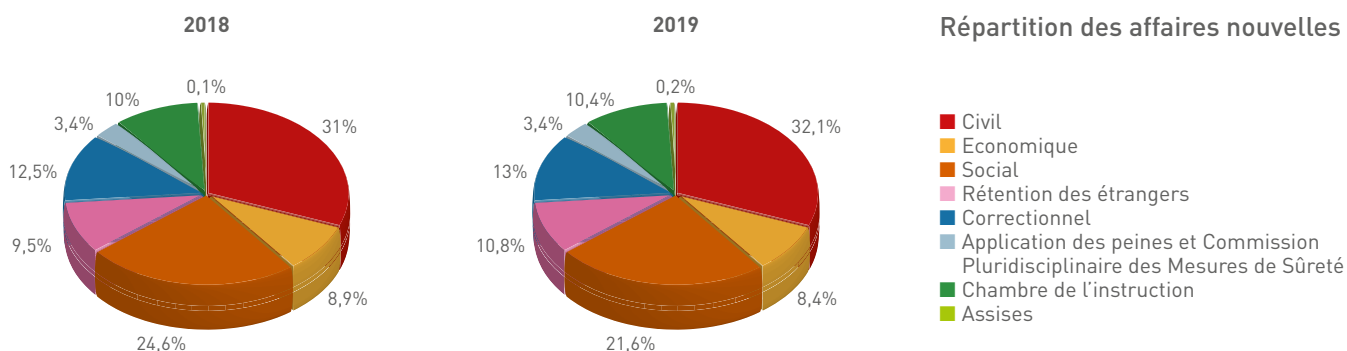
En 2020, la cour d'appel continuera à accompagner la mise en oeuvre des réformes de grande ampleur issues de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice du 23 mars 2019, que sont notamment la fusion des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance en tribunaux judiciaires, la réforme de la justice des mineurs, la réforme de la procédure civile dont la procédure de divorce ou encore de la procédure pénale et de l'échelle des peines.

Enfin, la cour d'appel se mobilisera pour juger devant la cour d'assises les affaires de terrorisme de grande ampleur, issues de la vague d'attentats que la France a connue depuis le début de l'année 2015, dont les audiences devraient débiter dès le début de l'année 2021. L'édification d'une salle provisoire au sein du palais de justice, destinée à accueillir au cœur de Paris ces procès d'une dimension exceptionnelle, engagera l'ensemble des moyens humains, matériels et immobiliers de la cour d'appel qui veillera à assurer tout à la fois le traitement de ces affaires hors-normes ainsi qu'à préserver la continuité de l'activité juridictionnelle.

Catherine Champrenault,
procureure générale

Jean-Michel Hayat,
premier président

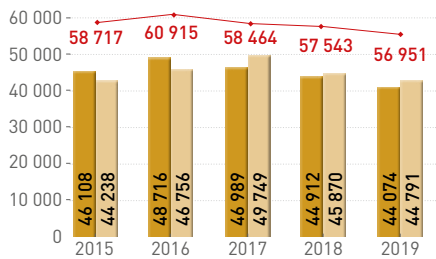
ACTIVITÉ GLOBALE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS



ACTIVITÉ CIVILE GLOBALE

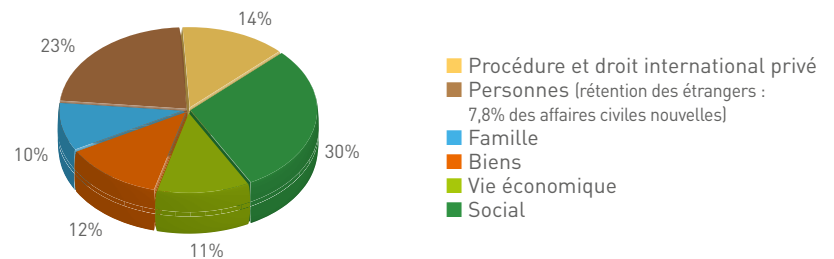


Activité civile

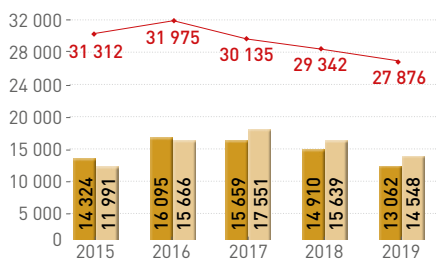


■ Affaires nouvelles ■ Affaires terminées → Affaires en cours

Affaires civiles nouvelles en 2019

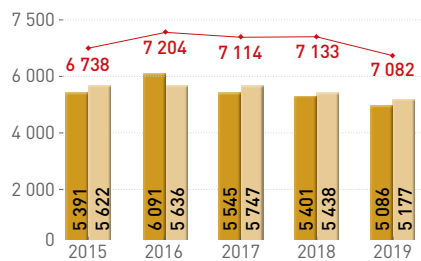


Social

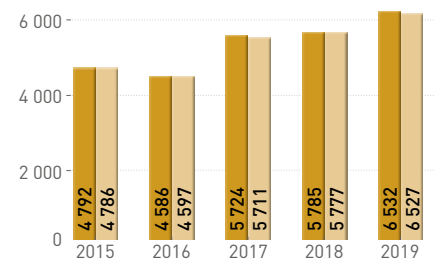


■ Affaires nouvelles ■ Affaires terminées → Affaires en cours

Économique



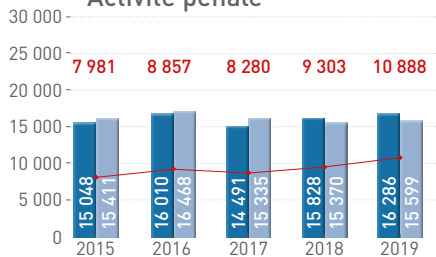
Rétention des étrangers



ACTIVITÉ PÉNALE GLOBALE

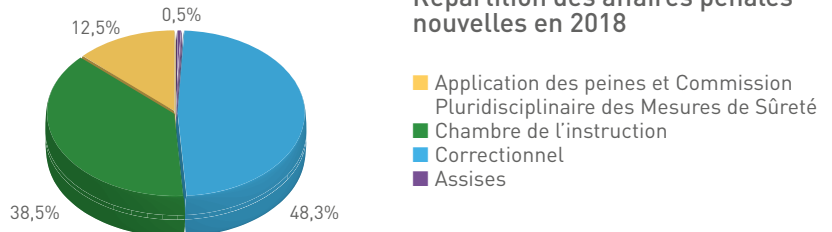


Activité pénale

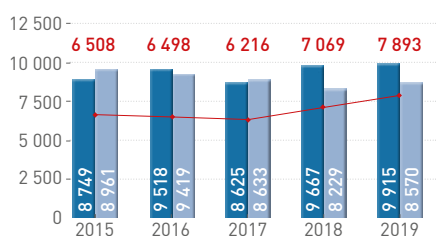


■ Affaires nouvelles ■ Affaires terminées → Affaires en cours

Répartition des affaires pénales nouvelles en 2018

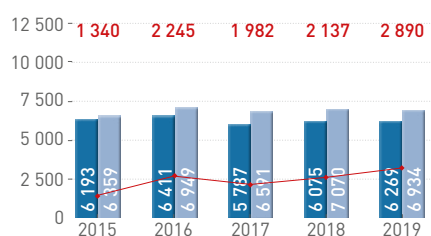


Chambres correctionnelles et de l'application des peines

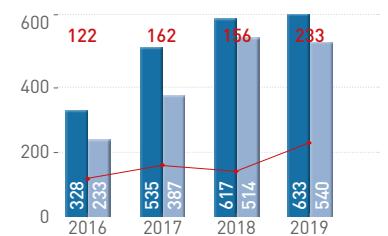


■ Affaires nouvelles ■ Affaires terminées

Chambre de l'instruction



Terrorisme (assises, correctionnel, instruction, application des peines)





EFFECTIFS

	Cour d'appel	Ressort (Cour d'appel comprise)
Magistrats, fonctionnaires et contractuels		
Magistrats du siège	264 (dont 28 placés)	1 020
Magistrats du parquet	86 (dont 14 placés)	414
Magistrats honoraires du siège	32	52
Magistrats honoraires du parquet	15	24
Directeurs des services de greffe judiciaires	18	202
Greffiers	167	1 477
Attachés d'administration	2	8
Secrétaires administratifs	5	72
Adjoint administratifs et techniques	151	1 525
Contractuels	113	576
Assistants de justice	83	256
Juristes assistants	13 (dont 6 placés)	46
Assistants spécialisés	3	47
Juges non professionnels		
Conseillers prud'homaux		1 856
Juges consulaires des tribunaux de commerce		435
Magistrats à titre temporaires		121
Auxiliaires de justice		
Avocats		32 000
Experts judiciaires		1 334
Huissiers de justice		210
Notaires		2 923
Conciliateurs		215
Médiateurs		663



BUDGET DU RESSORT

	Crédit de paiement (M€)
Programme 166 « justice judiciaire »	
Masse salariale	360,2
Crédits de fonctionnement	58,6
Frais de justice	70,4
Programme 101 « accès au droit et à la justice »	5,8